

Elections au Conseil de l'Unité de Formation et de Recherche

« Lettres, Arts et Sciences Humaines »

22 février 2018

Listes AGIR, soutenues par la CGT, FSU, SUD et sympathisants

AGIR est une intersyndicale issue des luttes contre la loi dite « Libertés et Responsabilités des Universités » (LRU) et le passage aux Responsabilités et Compétences Élargies (RCE). Elle dénonce le sabotage du service public et réclame des changements pour une Université émancipatrice, solide et égalitaire.

Des changements, bien sûr ! Un Grand Etablissement ? Pourquoi pas... s'ils ne s'accompagnaient pas des **dégradations déjà engagées ou programmées** :

- **Affaiblissement de la fonction publique** : recours aux agents non titulaires et externalisations de services amplifiés par les lois LRU et FIORASO ainsi que par les RCE. Dans le domaine de la recherche, la politique de BIDULEX (EquipeX, LabeX, IdeX, renommés I-SITE depuis 2012) menace le financement pérenne de la recherche publique et son indépendance au profit d'une vision utilitariste ;
- **Université élitiste et inégalitaire** : mise en concurrence des Universités, des formations, des disciplines (sous la forme de fermeture de formations ou « gel » des postes) ; Université multi-vitesses avec des masters EUR (quand d'autres ne seraient pas labellisés), des masters payants, des recrutements sur le mode du privé (CDI, différences de congés, etc.), des salaires à la carte, le risque à terme de modulation de service, etc. ;
- **L'argent comme nerf de la guerre** : l'IDEX au profit de qui ? (des Lettres, des Arts ?), les masters payants, la réduction des budgets (aujourd'hui, baisse de 15% du budget des composantes, de 3% des dotations aux laboratoires ; et demain ?) ; l'individualisation des salaires au « mérite » ; la réduction des moyens (fusion des services au détriment des moyens humains pour le bon fonctionnement de leurs missions), la pédagogie et la recherche pensées en termes de coût ; une politique reposant sur des critères ni humains, ni pédagogiques, ni scientifiques mais essentiellement financiers ;
- **Réactivité et pragmatisme érigés en normes universelles** et menant à un mode de **fonctionnement dans l'urgence et à marche forcée** : les nouvelles maquettes, les EUR, la modification du paysage universitaire, les Appels à Projets, les Portails, les fusions, la sélection, les « Oui si » etc. ;
- **Absence de démocratie** dans les élections au sein de notre Université et dans les prises de décisions ; **Absence de transparence** sur les conséquences en termes de répartition financière, réorganisation des services et des missions, la place du diplôme national, etc. ;
- La **disparition** de nos UFR, avec la **disparition de la recherche en licence** ; UFR **remplacées par des Collèges Universitaires** dont les moyens, périmètres et missions ne sont pas connus.

Alors, allons-nous adhérer et organiser ces dégradations amorcées et programmées ? **NON !**
Refuser ce paysage universitaire signifie-t-il refuser toute évolution de l'Université ? **NON !**

Existe-il encore la possibilité d'envisager une autre Université que celle de la compétition, de l'inégalité sociale, de la confusion public/privé, de l'affaiblissement du diplôme national, etc. ?
OUI !

snesU.p

FSU



Les ACTIONS, les ENGAGEMENTS de AGIR

Au niveau de l'Université comme de l'UFR nous nous sommes engagés depuis des années contre cette politique et nous nous engageons à continuer à le faire au niveau de l'UFR. **Nous nous engageons :**

- POUR l'accueil décent et fructueux à l'Université des 350 000 étudiant.e.s supplémentaires attendus d'ici à 2025 (projections du ministère) ;
- POUR que l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) jouent un **rôle central pour la démocratie et l'émancipation individuelle et collective** : accès à la connaissance pour tou.te.s, en élevant la qualification des citoyen.ne.s, en développant l'esprit critique et l'aptitude à débattre, décider et agir collectivement ;
- POUR que l'ESR **contribue aux remises en question** du mode de développement actuel, des conceptions néo-libérales de l'économie, de la production et de la consommation, et à l'élaboration d'alternatives, pour une **transition écologique et socialement juste** ;
- POUR **garantir les libertés académiques** au sein de l'ESR. Mener des recherches indépendantes des pressions des entreprises et des intérêts privés, diffuser largement et librement la connaissance et **faire dialoguer les cultures** dans leur diversité doivent être au cœur de ses missions ;
- POUR des **conditions de travail décentes** de tous les personnels et les étudiants.

Nous continuerons à agir :

- en **écoutant les avis de tou.te.s**, et en particulier des étudiant.e.s, pour développer des formations et une recherche utiles pour le bien commun et non pour les intérêts de l'un ou de l'autre ; **en injectant et en exigeant transparence et démocratie** dans les prises de positions et modes de décisions ;
- en **luttant contre les inégalités** dans le processus d'inscription des étudiant.e.s, contre l'individualisation des rémunérations et la rémunération « au mérite », contre la modulation de service ;
- en **soutenant le recrutement de personnels**, BIATSS, enseignant.e.s, enseignant.e.s-chercheur.e.s, chercheur.e.s et de personnels **pérennes** de la fonction publique et en luttant pour de bonnes conditions de travail ;
- en **résistant à tout ce qui pourrait favoriser les diplômes d'établissement** au détriment des **diplômes nationaux**, et donc par exemple en refusant que certain.e.s enseignant.e.s-chercheur.e.s fassent la majorité de leur enseignement dans des diplômes d'établissement ;
- en maintenant un **lien entre formation et recherche** au niveau de la **licence** et donc en exigeant que les enseignant.e.s-chercheur.e.s continuent à **y enseigner** ;
- en **refusant les fermetures** de formations ou la limitation du nombre de places dans les formations lorsqu'elles ne sont fondées que sur des refus de recrutement, un manque de moyen programmé.

AGIR s'y engage grâce à ses listes composées de **collègues - personnels des bibliothèques, administratifs, ingénieur.e.s, technicien.ne.s, ouvrier.e.s, social et de santé et enseignant.e.s-chercheur.e.s, enseignant.e.s, chercheur.e.s**, - réunis en une Intersyndicale (CGT, FSU, SUD et sympathisants) qui partagent une approche non catégorielle, non corporatiste et un engagement à défendre les intérêts collectifs des personnels, des étudiants, des diplômés et plus généralement une certaine vision de l'Université, française et niçoise en particulier.

 snesU.p

 FSU

 F
SNASUB
U
snasub-fsu-nice.fr

 la
cgt
FERC
SUP

 éducation
Sud
06 Solidaires